

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.1148  
6 août 2009

FRANÇAIS

---

## COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA MILLE CENT QUARANTE-HUITIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le jeudi 6 août 2009, à 10 h 20

Présidente: M<sup>me</sup> Caroline MILLAR (Australie)

La PRÉSIDENTE (parle en anglais): Je déclare ouverte la 1148<sup>e</sup> séance plénière de la Conférence du désarmement.

Avant de commencer – je sais que mon collègue japonais abordera cette question sous peu – je voudrais appeler votre attention sur le fait que la date d’aujourd’hui, le 6 août, est celle du soixante-quatrième anniversaire de l’explosion d’une bombe atomique au-dessus de la ville japonaise d’Hiroshima. Ceci nous rappelle avec gravité l’ampleur des destructions et dévastations causées par les armes nucléaires et l’importance attachée à la reprise des travaux de la Conférence sur le désarmement nucléaire.

Avant de donner la parole aux orateurs, je voudrais saisir l’occasion pour souhaiter très chaleureusement la bienvenue à notre nouveau collègue, M. Hoffmann, Ambassadeur d’Allemagne, qui représentera son pays à la Conférence. Je tiens à l’assurer de notre coopération et de notre appui sans réserves dans l’accomplissement de sa tâche.

Les orateurs inscrits pour la séance plénière d’aujourd’hui sont les représentants du Japon, de l’Allemagne et des États-Unis d’Amérique. Je donne la parole au distingué Représentant permanent du Japon.

M. SUDA (Japon) (parle en anglais): Bien que je sois moi-même arrivé depuis peu à la Conférence, je voudrais m’associer aux autres délégations pour saluer chaleureusement la bienvenue à l’Ambassadeur du Bangladesh, M Hannan; à l’Ambassadeur de Nouvelle-Zélande et au nouvel Ambassadeur d’Allemagne, M. Hoffmann, que je viens de rencontrer ce matin.

Madame la Présidente, je vous remercie très vivement d’avoir évoqué la date très importante d’aujourd’hui. Je voudrais profiter de l’occasion pour dire à nouveau que c’est aujourd’hui le soixante-quatrième anniversaire du lancement de la bombe atomique à Hiroshima. Au Japon, ce jour, comme le 9 août pour Nagasaki, est le moment de rappeler les tragédies qui se sont produites afin de pouvoir réaffirmer notre détermination à œuvrer pour un monde exempt d’armes nucléaires grâce aux efforts que nous faisons maintenant et à ceux que nous ferons à l’avenir.

Il semble que nous soyons maintenant entrés dans une phase très importante dans le cadre de nos efforts visant à promouvoir le désarmement et la non-prolifération nucléaires à l’échelle internationale. Cette année, nous avons été les témoins d’un certain nombre de déclarations politiques fermes et encourageantes, ainsi que d’initiatives et d’actions menées en coopération dans ce domaine. À titre d’exemple, le Japon et l’Australie ont organisé la Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires qui devrait présenter un rapport orienté vers l’action après sa session finale qui se tiendra à Hiroshima en octobre 2009. Après le succès de la troisième réunion du Comité préparatoire tenue en mai, la communauté internationale a déjà commencé ses travaux de manière concertée pour que la Conférence d’examen du TNP de mai 2010 soit un plein succès.

Quant à la Conférence du désarmement elle-même, après une stagnation de dix ans, elle a enfin adopté un programme de travail et est sur le point d’engager des négociations et des discussions sur les questions importantes inscrites à son ordre du jour. Le Japon espère vivement que la Conférence du désarmement commencera rapidement des travaux de fond qui déboucheront sur des résultats concrets dans un proche avenir. Ma délégation est prête à coopérer sans réserve avec la Présidente et les autres délégations pour que la Conférence du désarmement entre dans une nouvelle ère de productivité.

La PRÉSIDENTE (parle en anglais): Je remercie l'Ambassadeur du Japon pour sa déclaration et je donne maintenant la parole à notre nouveau collègue, l'Ambassadeur d'Allemagne, M. Hoffmann.

M. HOFFMANN (Allemagne) (parle en anglais): Je vous remercie, Madame la Présidente, de me donner la parole. Merci aussi pour vos mots de bienvenue.

Comme c'est la première fois que je prends la parole en tant que Représentant permanent de l'Allemagne à la Conférence du désarmement à Genève, je voudrais commencer par dire combien je suis heureux et honoré de devenir membre de cette instance, qui plus est en ce moment précis.

Depuis que j'ai commencé à travailler dans le domaine du désarmement et de la maîtrise des armements – tout d'abord à Vienne dans les années 80 avec les Pourparlers sur le mandat pour les négociations visant la stabilité conventionnelle et, plus récemment, dans la période où j'ai dirigé le département pour la maîtrise des armements nucléaires et la non-prolifération nucléaire au Bureau fédéral des affaires étrangères à Berlin – je n'ai jamais cessé de penser à l'idée très stimulante d'apporter une contribution à la noble cause du désarmement en tant que chef de la délégation allemande auprès d'une Conférence du désarmement engagée dans l'action à Genève.

La Conférence du désarmement, y compris sous ses dénominations antérieures, a une longue et prestigieuse histoire. C'est ici, à Genève, que des traités d'une importance fondamentale ont été négociés. Il ne faudrait pas que la très regrettable stagnation que la Conférence du désarmement connaît depuis plus de dix ans le fasse oublier.

Heureusement, les États membres semblent maintenant enfin prêts à tourner la page. Je suis particulièrement heureux que, le jour même où j'accède à mes fonctions, d'aucuns sont convaincus que des décisions seront adoptées dans cette instance, ce qui ouvrira la voie à un nouveau début. Notre objectif politique commun devrait être de mettre à nouveau la Conférence du désarmement dans une position où elle pourra jouer pleinement son rôle important d'unique instance multilatérale de la communauté internationale pour les négociations sur le désarmement.

Permettez-moi de dire combien je suis heureux de vous voir présider la première partie de session de la Conférence du désarmement à laquelle je participe. Permettez-moi aussi de vous féliciter, vous et les cinq autres présidents de 2009 pour les progrès importants que vous avez déjà réalisés cette année. Je tiens à vous assurer que ma délégation et moi-même appuieront sans réserves les efforts que vous ferez pour guider les travaux de cette instance qui est à deux doigts de sortir d'une impasse longue de dix ans et pour lui permettre de réellement commencer des travaux de fond en 2009.

Je voudrais aussi adresser tous mes vœux au Secrétaire général de la Conférence et Représentant personnel du Secrétaire général de l'ONU, M. Sergei Ordzhonikidze. Je me réjouis à l'idée de travailler avec lui et avec l'équipe du secrétariat de la Conférence.

Je profite de l'occasion pour remercier tous les collègues qui m'ont si amicalement souhaité la bienvenue ici. Je suis impatient de travailler avec vous tous pour contribuer à la réalisation de progrès en matière de désarmement et de non-prolifération.

Nous ne sommes pas ici juste pour faire acte de présence. Le monde fait face à une multitude de risques et de menaces et certains particulièrement graves ont un lien direct avec les

(M. Hoffmann, Allemagne)

travaux de la Conférence. En ce soixante-quatrième anniversaire de l'explosion de la première bombe atomique, le moment est particulièrement bienvenu pour nous rappeler que l'on compte encore environ 26 000 armes nucléaires dans les arsenaux à travers le monde et que des milliers d'entre elles sont encore en état d'alerte élevé. Des générations ont vécu et continuent de vivre en sachant que le monde pourrait être anéanti en un éclair. Dans le même temps, la technologie de fabrication des bombes nucléaires s'est diffusée et continue de se diffuser.

D'autres points inscrits à l'ordre du jour de la Conférence méritent une attention spéciale. Pour n'en mentionner qu'un, la prévention d'une course aux armements dans l'espace est une question qui concerne l'humanité dans son ensemble. Il ne fait aucun doute qu'il faut relever ce défi de manière appropriée et au bon moment.

La République fédérale d'Allemagne appuie vigoureusement depuis de nombreuses décennies un désarmement et un contrôle des armements, ce qui n'est pas surprenant compte tenu de son histoire et du fait qu'elle a été particulièrement exposée aux effets de la guerre froide.

Le Ministre allemand des affaires étrangères, M. Steinmeier, a dit récemment: «Aujourd'hui, le désarmement et le contrôle des armements sont une fois de plus et à très juste titre des priorités dans l'ordre du jour parce que ce ne sont pas des thèmes du passé mais des questions de survie dans l'avenir... Il est grand temps de nous débarrasser enfin des modes de pensées obsolètes de la guerre froide... Le système de dissuasion nucléaire n'est pas seulement dépassé, il devient de plus en plus un risque pour la paix mondiale.»

C'est pourquoi nous accueillons avec une très vive satisfaction le regain d'intérêt observé au niveau international pour la réalisation de progrès dans le domaine du désarmement nucléaire qui a débouché sur une série d'engagements de premier plan particulièrement bienvenus en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires. Nous sommes en définitive convaincus que l'avenir à long terme de l'ensemble du régime mondial de non-prolifération et de désarmement nucléaires dépendra de la mesure dans laquelle la communauté mondiale pourra retirer toute légitimité aux armes nucléaires elles-mêmes.

Nous sommes aussi convaincus que nous ne pourrions prévenir la prolifération des armes nucléaires qu'au moment où les États qui en détiennent seront prêts à réduire leurs arsenaux. Il est clair que ceux qui possèdent la majeure partie des armes nucléaires ont une responsabilité particulière à assumer à cet égard en étant les plus actifs dans le cadre des efforts de désarmement.

Je voudrais ajouter ceci: les armes de destruction massive et les questions relatives à leur prolifération et à leur élimination ne doivent pas être considérées en dehors de tout contexte politique. Nous sommes tous conscients que cet ensemble complexe de questions est en fait étroitement lié à des configurations conflictuelles profondément enracinées, auxquelles il faut faire face d'urgence pour pouvoir créer un monde exempt d'armes nucléaires.

Si les États représentés ici à la Conférence du désarmement pouvaient réellement se mettre d'accord sur l'arrêt de la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires, ils s'attaqueraient à l'une des racines du problème des armes nucléaires. Pour atteindre cet objectif, l'Allemagne est prête à contribuer fortement au processus de négociation. Cependant, elle est aussi prête à s'engager dans des débats de fond sur les autres questions fondamentales mentionnées dans le document CD/1864. Comme je l'ai dit précédemment, le désarmement

(M. Hoffmann, Allemagne)

nucléaire et la prévention d'une guerre nucléaire représentent un sujet particulièrement pertinent et méritent un débat sérieux. La prévention d'une course aux armements dans l'espace concerne sans aucun doute tous les États. Nous savons aussi qu'il est très important d'examiner des arrangements internationaux appropriés pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes, ainsi que d'autres questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. L'Allemagne est assurément prête à engager ces débats de fond, l'objectif clair étant que des négociations commencent sur ces questions dès que les conditions s'y prêteront.

Nous sommes à deux doigts de commencer ces travaux de fond cette année. Les questions de procédure ne devraient plus nous en empêcher. J'appelle donc instamment toutes les délégations à faire preuve d'un maximum de souplesse et à ne pas formuler d'objections contre l'adoption du projet de décision de procédure sur l'exécution de notre programme de travail qui figure dans le document CD/1870/Rev.1. Je voudrais conclure en disant que je commence mes travaux à Genève avec beaucoup d'optimisme et de confiance. L'Allemagne appuie sans réserves un multilatéralisme efficace et fondé sur des règles communes. Je présume que toutes les délégations ici présentes visent le même objectif.

Je tiens à réaffirmer l'appui sincère et sans réserves de la délégation allemande à nos travaux communs.

La PRÉSIDENTE (parle en anglais): Je remercie l'Ambassadeur d'Allemagne pour sa déclaration et je donne maintenant la parole au représentant des États-Unis.

M. LARSON (États-Unis d'Amérique) (parle en anglais): Je suis heureux de vous annoncer que le Président Obama présidera une réunion de haut niveau du Conseil de sécurité de l'ONU sur la prolifération et le désarmement nucléaires en septembre, au moment où s'ouvrira l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette séance extraordinaire du Conseil de sécurité se tiendra bien évidemment au moment où les États-Unis président le Conseil. Au cours des prochaines semaines, les États-Unis collaboreront étroitement avec les autres membres du Conseil de sécurité pour préparer la réunion des dirigeants.

J'ajouterai que nous espérons sincèrement que les travaux que réalisera la Conférence du désarmement au cours des prochaines semaines constitueront une toile de fond appropriée et solide pour cet événement important et nous attendons de réels progrès dans l'exécution de notre mandat collectif.

La PRÉSIDENTE (parle en anglais): Je remercie le représentant des États-Unis pour sa déclaration et pour les informations qu'il nous a données sur l'initiative du Président Obama.

Il n'y a pas d'autres orateurs inscrits sur ma liste. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole à ce stade? Cela ne semble pas être le cas.

Je vous ai fait distribuer mardi le projet de décision CD/1870 sur la nomination des présidents des groupes de travail et des coordonnateurs spéciaux et sur un calendrier d'activités équilibré pour le reste de la session de 2009 de la Conférence. L'approche adoptée dans ce document vous est familière parce qu'elle fait écho aux deux projets de décision que mon prédécesseur, l'Ambassadeur Moritán, a présentés à la fin du mois de juin sous les cotes CD/1866/Rev.1 et CD/1867.

(La Présidente)

Comme je l'ai dit mardi, le document CD/1870 reprend aussi dans une partie introductive certains principes que certaines délégations voudraient voir examinés dans le cadre de l'application de la décision, en ce qui concerne les précisions sur les modalités à suivre pour se remettre au travail. Ces principes ont été mentionnés par des délégations qui ont pris la parole ici lors de précédentes séances plénières. Nous les avons tous entendus. La formulation retenue à leur sujet dans la partie introductive du document CD/1870 vise à refléter ces principes conformément aux vues de tous les membres de la Conférence et est le résultat de vastes consultations tenues avec un très large éventail de délégations. Comme je l'ai aussi fait observer mardi, ces principes ne semblent pas donner lieu à des controverses et semblent appuyés par tous. J'avais alors invité toute délégation pour laquelle ces principes poseraient des problèmes à m'en faire part. Aucune ne l'a fait.

Le calendrier des activités figurant dans le document CD/1870 a été établi sur la base de quatre semaines pour les débats de fond et de deux semaines pour l'examen du rapport. Certaines délégations ont demandé trois semaines pour examiner le rapport. Afin de parvenir à un consensus et de pouvoir commencer les travaux la semaine prochaine, comme la plupart des délégations m'ont dit le souhaiter ardemment, le secrétariat a distribué hier soir le document CD/1870/Rev.1, qui prévoit maintenant trois semaines pour les travaux de fond et trois semaines pour l'examen du rapport. Vous en trouverez des exemplaires sur vos pupitres. Le calendrier donne à chaque groupe de travail une séance d'après-midi par semaine, pendant trois semaines. Du fait du passage de quatre à trois semaines, les groupes de travail disposeront maintenant de neuf heures au lieu de douze. Les coordonnateurs spéciaux auront chacun une séance plus une heure supplémentaire l'après-midi du 26 août, ce qui donnera à chacun un total de quatre heures. Ceci n'a pas changé par rapport à la précédente version du calendrier, essentiellement parce qu'il est important que les coordonnateurs spéciaux aient une seconde occasion de tenir une réunion pour que les délégations puissent consulter leurs capitales avant l'achèvement des procédures et la finalisation du rapport. Le calendrier des activités figurant dans le document CD/1870/Rev.1 continue d'assurer un équilibre entre les points de l'ordre du jour.

Mardi, j'ai aussi fait distribuer une brève déclaration présidentielle rendant compte de certaines autres questions soulevées par les délégations. Celles-ci ont à nouveau fait l'objet de très larges consultations. Comme le document CD/1870/Rev.1 n'a probablement été lu que par quelques délégations ce matin, j'ai décidé de convoquer une séance plénière supplémentaire demain matin, vendredi 7 août, au cours de laquelle je propose de présenter le projet de décision CD/1870/Rev.1 à la Conférence, pour adoption, et de donner lecture de la déclaration présidentielle.

Je vous remercie tous de vos déclarations de ce matin. Aucune autre délégation ne demande la parole. La séance est levée.

*La séance est levée à 10 h 40.*

-----